



LUMIERE TURQUOISE

numéro 82 / Mai 2019

Sommaire

LE ZOOM ECONOMIQUE	2
La situation économique et financière de la Turquie.....	2
La situation économique et financière de la Géorgie	3
ENJEUX REGIONAUX.....	5
Influence économique comparée de la Russie, la Turquie et la Chine dans le sud-Caucase et au Turkménistan	5
STRATEGIES SECTORIELLES.....	7
Le développement du secteur spatial turc.....	7
La Géorgie attire les bailleurs de fonds dans les énergies renouvelables et les services urbains	9
Le secteur aéronautique en Turquie	11
A L'AGENDA	12
ORGANIGRAMMES DU SER D'ANKARA & DES SE DE BAKOU ET DE TBILISSI	13
CADRE & DONNEES SUR LA TURQUIE	14
CADRE & DONNEES SUR LA GEORGIE, L'AZERBAÏDJAN ET LE TURKMENISTAN	15

EDITORIAL

L'annulation des résultats de l'élection municipale d'Istanbul, qui avait donné la victoire à un candidat de l'opposition, a replongé le pays dans une période d'incertitude politique et économique, comme l'illustrent de nouvelles tensions sur le taux de change de la livre turque obligeant la Banque centrale à intervenir pour soutenir la devise locale. De nouvelles élections se tiendront le 23 juin prochain, repoussant encore la perspective d'une stabilisation de la situation politique indispensable à la mise en œuvre de réformes structurelles nécessaires et longuement reportées. L'évolution de la situation économique en Turquie est aussi dépendante de ses relations avec ses partenaires. A cet égard, les relations turco-américaines sont de plus en plus tendues à l'approche de la date envisagée pour la livraison des missiles russes S-400, laissant craindre une vague de sanctions à l'égard de la Turquie.

L'amélioration du taux de croissance au premier trimestre 2019 (+1,3% par rapport au trimestre précédent, après -2,4% au T4 2018) ne doit pas pour autant laisser penser que la reprise économique (p.2) est toute proche (le taux de croissance demeure de son côté en retrait de 2,6% par rapport au premier trimestre 2018). Ce rebond conjoncturel repose sur un effet de base favorable et est notamment attribuable à une politique budgétaire accommodante en période pré-électorale (croissance de la consommation publique de 7,2% en glissement annuel). La consommation privée se réduit de 4,7% et l'investissement se contracte pour le quatrième trimestre consécutif (-9,5%), tandis que la balance commerciale continue de s'améliorer (ralentissement des importations de l'ordre de -28,8 % et croissance des exportations de 9,5% en g.a.).

Des initiatives tous azimuts, dont le contenu et le calendrier restent souvent assez flous, sont régulièrement annoncées (à l'exemple du tout récent paquet économique de 4,4 Mds EUR visant à soutenir la croissance de la production nationale dans l'industrie turque, mesure qui pourrait amplifier le déficit budgétaire alors que les bénéfices attendus sont aléatoires, d'un nouveau plan d'actions pour lutter contre l'économie informelle ou d'une feuille de route qui détermine les grandes orientations en matière de réforme de la justice) et visent à marquer l'engagement des autorités à réformer et soutenir l'économie.

Le potentiel des autres marchés de la zone fait l'objet d'une mise en valeur logique comme en témoignent de nombreuses rencontres bilatérales, à l'instar de la commission économique franco-turkmène qui s'est tenue à Achgabat le 15 avril dernier permettant de mettre en lumière les projets des entreprises françaises dans ce pays, ou encore de l'importante délégation (plus d'une quarantaine d'entreprises) du Medef (associée à l'ADEPTA) conduite par M. Roux de Bézieux qui se rendra à Bakou la première quinzaine du mois de juillet.

Daniel GALLISSAIRES,
Chef du Service économique régional d'Ankara



LE ZOOM ECONOMIQUE

La situation économique et financière de la Turquie

Alors que les premiers signes d'un retournement de la conjoncture semblaient se dessiner dans les premiers mois de l'année 2019, les incertitudes institutionnelles ainsi que celles entourant l'action gouvernementale et de la Banque centrale ont repris le dessus avec la période entourant la période des élections municipales du 31 mars dernier. Désormais, les perspectives de reprises économiques s'éloignent un peu plus dans un contexte de tensions locales et géopolitiques croissantes.

Les indicateurs avancés publiés durant les premiers mois de l'année 2019 ont été contrastés : si certains reflètent des perspectives déprimées, d'autres en revanche indiquent, si ce n'est une amélioration de l'activité, du moins un ralentissement de la contraction de la croissance, après deux trimestres de diminution du PIB. Ainsi, les indicateurs de confiance (confiance des consommateurs, confiance du secteur de la vente de détail, confiance du secteur des services) avaient amorcés un redressement à la fin de l'année 2018 ou au début de l'année 2019. Même l'indice de confiance du secteur de la construction, activité la plus déprimée, semblait indiquer une inversion de la tendance : alors qu'au mois de février 2019 l'indice atteignait un point bas à 51,8, il atteignait 54,1 et 53,9 les deux mois suivants. Dans le secteur manufacturier, le taux d'utilisation des capacités de production progresse régulièrement depuis son étiage atteint au mois de février 2018 (73,7%). Il atteint 76,1% au mois de mai 2019, tandis que l'indice PMI était de 46,8 au mois d'avril 2019 (contre 42,7 au mois de septembre 2018) et que la décélération de la production industrielle atteignait son niveau le plus faible au mois de mars 2019 (-2,5% en glissement annuel alors qu'elle était de -8,4% à la fin de l'année 2018), grâce notamment aux entités publiques, les banques ont accéléré la distribution de crédits. Alors que le taux de croissance du portefeuille de crédits des banques était en effet négatif durant le dernier trimestre de l'année 2018, il est redevenu positif à la fin du mois de février 2019, ce qui est un élément important pour soutenir la croissance de l'activité. Enfin, la décélération continue du rythme de l'inflation, passée de 25,2% au mois d'octobre 2018 à 19,5% au mois d'avril 2019, laissait augurer d'un

assouplissement de la politique monétaire au début du second semestre, ce qui aurait eu un impact positif sur la croissance de l'activité. *In fine*, l'amélioration de ces indicateurs étayait l'idée que le pire de la crise avait probablement été atteint et qu'un retour de la croissance pouvait être enregistré dès le début du second semestre de l'année 2019.

Les incertitudes entourant la période des élections municipales ont remis en cause ce scénario optimiste

D'abord, parce que le faible niveau des réserves de change de la Banque centrale, quel que soit le critère de mesure utilisé, les rumeurs d'interventions sur le marché des changes visant à soutenir le cours de la monnaie locale avant les élections, puis les doutes entourant les opérations de *swaps* mises en œuvre avec les banques locales et suspectées de gonfler artificiellement les réserves de change ont profondément entamé la crédibilité de l'action de la Banque centrale. L'Institut d'émission a ainsi été contraint, par deux fois, à resserrer *de facto* la politique monétaire en portant à 25,5% le taux des opérations de refinancement des banques afin d'enrayer la dépréciation de la monnaie locale, laquelle a perdu 12% depuis le début de l'année. Sous l'effet de ce resserrement de la politique monétaire, le taux d'intérêt réel dépasse désormais 5%, soit le niveau le plus élevé depuis au moins dix ans, ce qui aura un impact négatif sur le coût et la distribution du crédit et, partant, sur les perspectives de croissance pour l'année 2019.

Ensuite, parce que sept mois après avoir suscité beaucoup d'espoirs lors de la présentation du Nouveau Programme Economique au mois de septembre 2018, la mise en œuvre des réformes structurelles visant à corriger les excès du modèle de croissance de l'économie turque est toujours au point mort. Les annonces du ministre des Finances Albayrak le 10 avril dernier ont déçu les observateurs. Les détails des réformes structurelles, ainsi que le calendrier de leur mise en œuvre et les moyens budgétaires envisagés sont renvoyés à neuf « *master plans* », lesquels seront publiés successivement par les ministères concernés (agriculture, transport, tourisme, santé, éducation, justice, etc.) durant l'année 2019, ce qui retardera d'autant leur mise en œuvre effective et les effets bénéfiques attendus sur une croissance de l'activité plus inclusive.

Enfin, parce qu'au-delà de la déconvenue électorale (les candidats de l'opposition remportant cinq des six premières municipalités du pays), c'est la crédibilité des institutions et de l'Etat de droit qui est en jeu. En effet, l'annulation, le 6 mai dernier, de l'élection d'Ekrem Imamoğlu, candidat de l'opposition, à la mairie d'Istanbul, retarde les décisions d'investissements et de dépenses dans le cœur économique de la Turquie (Istanbul représente en effet entre 25% et 30% du PIB national). Cela retarderait ainsi l'exécution de ces dépenses et leurs effets d'entraînement sur l'activité du secteur privé, ce qui ne manquerait pas d'avoir un impact sur la croissance en 2019, les trois premières villes, toutes aux mains de l'opposition, représentant à elles seules près de 50% du PIB de la Turquie.

In fine, le scénario de croissance pour l'année 2019 s'assombrit

D'une part, parce que les incertitudes précitées et l'augmentation du chômage, lequel a atteint pratiquement son niveau le plus élevé enregistré depuis dix ans, ont désormais un impact négatif sur tous les indicateurs de confiance, lesquels sont en retrait au mois de mai 2019 par rapport au mois précédent, ce qui est de mauvais augure pour un retour rapide de la croissance économique. D'autre part, parce que la hausse des incertitudes se traduit par une prime de risque plus élevée, reflétant un sentiment de défiance des acteurs économiques et un renchérissement des conditions de financement. Ainsi, le taux de dollarisation des dépôts bancaires progresse régulièrement depuis la fin du mois de novembre 2018 et atteint désormais presque 55%, soit un taux plus élevé que celui enregistré à la fin du mois d'août, durant la crise de change, ce qui reflète une perte de confiance dans la valeur de la monnaie locale. Dans le même ordre d'idées, la hausse des primes des CDS (476 pdb au mois de mai 2019 contre moins de 300 trois mois plus tôt), comme celle des taux d'intérêt réels et des taux de crédits bancaires (lesquels sont passés de près de 22% au début du mois de février 2019 à près de 27% au début du mois de mai 2019) auront un impact négatif sur le coût de financement de l'activité économique et sur le retour de la croissance de l'activité.

Alors que, au début de l'année 2019, les économistes anticipaient un rebond de la croissance dès le début du second semestre, la croissance de l'activité n'interviendrait, au mieux, qu'à la fin de l'année 2019. A cet égard, la révision, significativement à la baisse, des

perspectives de croissance du PIB de l'économie turque par le FMI le 2 avril dernier (-2,5% contre +0,4% en octobre 2018), la Commission européenne le 7 mai (-2,3% contre +4,2% un an plus tôt) et l'OCDE le 21 mai (-2,6% contre -0,4% en novembre dernier) est particulièrement révélatrice de l'appréciation de la dégradation du contexte économique de la Turquie alors que les tensions internes (élection municipale à Istanbul le 23 juin prochain) et géopolitique (livraison des missiles S-400 à l'été 2019) peuvent connaître un regain de vigueur.

Dans ces conditions, les prévisions gouvernementales d'une croissance de l'activité de 2,3% sur l'ensemble de l'année 2019 et d'un objectif de déficit public maîtrisé de 1,8% du PIB ont peu de chance d'être réalisées : le consensus des économistes anticipe un recul du PIB de 1% tandis que le déficit public, en raison de la baisse des rentrées fiscales et de la hausse des dépenses, conséquences de la crise économique, dépassent déjà 100 Mds TRY (soit près de 15 Mds EUR) sur les douze derniers mois alors que l'objectif du gouvernement est de 80 Mds TRY (près de 12 Mds EUR) pour l'ensemble de l'année 2019. Seul élément positif, sous l'effet de la crise économique et de la diminution de la consommation interne qui a entraîné un ralentissement des importations d'une part, et, de la dépréciation de la monnaie locale qui a stimulé la croissance des exportations d'autre part, les déficits de la balance commerciale et du compte courant se contractent : dans ces conditions, le déficit du compte courant pourrait passer de 3,5% en 2018 à moins de 2% en 2019.

La situation économique et financière de la Géorgie

La Géorgie est une petite économie ouverte en transition. Le pays affiche des performances économiques solides depuis plusieurs années grâce à une politique visant à favoriser les investissements étrangers : croissance dynamique, inflation maîtrisée, réduction du déficit des comptes courants, amélioration des comptes publics. Cette tendance devrait se poursuivre à moyen terme. Cela étant, de nombreux goulets d'étranglement brident la croissance potentielle. Les autorités publiques sont conscientes des nombreuses réformes structurelles à mener afin de

renforcer le potentiel de croissance du pays sur le long terme et de la rendre plus inclusive.

L'économie géorgienne affiche de solides performances en 2018, lesquelles devraient se confirmer sur le moyen terme

Après un ralentissement en 2015 et 2016, la croissance du PIB est de nouveau vigoureuse depuis 2017 : elle a atteint 4,7% en 2018, tirée par le secteur des services, notamment le tourisme, ainsi que par les exportations et les transferts de fonds de la communauté géorgienne à l'étranger. Seul le secteur de la construction a enregistré un ralentissement en 2018 (-3,1% par rapport à l'année 2017) en raison du ralentissement des dépenses publiques d'infrastructure.

La mise en œuvre de la politique budgétaire et de la politique monétaire apparaît maîtrisée. Ainsi, le déficit public s'élève à 2,5% du PIB en 2018 tandis que la dette publique est limitée à 45% du PIB. Grâce à une mise en œuvre rigoureuse, la politique monétaire menée par la Banque centrale a permis de ralentir significativement la dérive des prix, laquelle s'élève à 2,6% en moyenne en 2018, inférieure à la cible d'inflation (3% par an) définie par l'Institut d'émission.

Ces performances devraient se poursuivre sur le moyen terme. L'activité devrait progresser entre 4,5% et 5% et l'inflation devrait rester contenue autour de 3% durant l'année 2019 sous l'effet, d'une part, d'une demande interne modérée par une nouvelle réglementation visant à ralentir la distribution des prêts à la consommation et, d'autre part, d'une inflation importée limitée grâce à un taux de change stable. Dans ce contexte, la Banque centrale pourrait ramener graduellement son principal taux directeur à 5,5%, niveau considéré comme neutre par le Gouverneur de la Banque centrale.

Petite économie ouverte, la Géorgie est sensible à son environnement externe

D'abord, parce que le déficit du compte courant, la dette externe et la dollarisation de l'économie sont des points de vulnérabilité en cas de chocs externes. Bien qu'en contraction structurelle, le déficit du compte courant atteint 7,7% du PIB en 2018 et des déficits devraient être enregistrés structurellement au moins durant la prochaine décennie. Cette situation résulte principalement d'une balance commerciale structurellement déficitaire (-25,2% du PIB en 2018). Les

revenus du tourisme et les transferts des migrants (qui représentent respectivement près de 20% du PIB (3,2 Mds USD) et 9,7% du PIB en 2018) permettent de combler en partie le déficit de la balance commerciale.

Dans le même ordre d'idées, l'économie géorgienne est sensible à la valeur externe de la monnaie. Les dépôts et les crédits en devises représentent respectivement 62,9% et 56% du bilan agrégé du système bancaire au mois de mars 2019 et la dette externe, essentiellement libellée en USD, représente 109,5% du PIB à la fin de l'année 2018. La Banque centrale met en œuvre une politique visant à réduire la sensibilité de l'économie à une éventuelle crise des changes en favorisant les dépôts en monnaie locale et en menant une politique active de gestion des réserves de change. Elle a ainsi acheté 200 M USD au cours de l'année 2018, portant les réserves à 92% du ratio ARA (*Assessing Reserve Adequacy*) et poursuivra ses achats en 2019.

Ensuite, parce qu'en raison de son environnement géopolitique, une crise politique ou économique affectant un de ses voisins peut avoir un impact significatif sur l'économie locale. Ainsi, si les 27 pays de l'UE constituent le premier partenaire économique de la Géorgie et contribue à hauteur de 14,5% du PIB national en 2018, l'économie géorgienne demeure très dépendante de la conjoncture dans les pays limitrophes. La Russie représente près de 16% des débouchés commerciaux et la Turquie est le premier fournisseur de la Géorgie (15,7% des importations). Dans le même ordre d'idées, près de 29% du volume des transferts de migrants et 20,9 % des touristes provenaient de Russie en 2018. Dès lors, des tensions politiques (Russie en 2008) ou économiques (Turquie en 2018, Azerbaïdjan en 2016-2017) régionales peuvent avoir un impact significatif sur la croissance de l'activité du pays.

Enfin, parce qu'étant dépendant des flux d'investissements directs, la Géorgie a engagé de nombreuses réformes afin d'attirer les investisseurs étrangers. Dans le domaine financier, la Banque centrale mène une politique visant à assurer un environnement monétaire stable et grâce à une supervision et une régulation jugée efficace et adéquate, le système bancaire est à la fois rentable, sain et robuste. Dans le domaine institutionnel, le gouvernement a engagé de nombreuses réformes afin d'offrir un environnement attractif pour les investisseurs étrangers. La Géorgie est ainsi

particulièrement bien placée dans le classement « *Doing Business* » publié par la Banque mondiale (sixième rang mondial) grâce notamment à une fiscalité attractive et des formalités administratives simplifiées et rapides pour créer une entreprise, enregistrer un bien immobilier, exécuter les contrats et protéger les actionnaires minoritaires.

Malgré les bonnes performances macroéconomiques affichées, l'économie géorgienne doit faire face à de nombreux freins qui brident son potentiel de croissance sur le long terme.

La publication du rapport de l'Unicef au mois de juin 2018, estimant que 20% de la population géorgienne vivait sous le seuil de la pauvreté, reflète bien les dilemmes d'un pays en transition à cet égard. Afin de rendre la croissance plus inclusive et plus robuste sur le long terme, le gouvernement doit donc mener à bien des réformes structurelles dans de nombreux domaines :

- Education et formation : un effort significatif doit être entrepris afin d'améliorer les qualifications professionnelles de la population et de les adapter aux réels besoins du marché local ;
- Renforcement de l'épargne : pour des raisons culturelles et historiques, l'épargne est très peu développée en Géorgie. Or, sans capitaux propres suffisants, l'accès au financement bancaire est limité, ce qui freine la création et le développement des PME. La réforme des retraites mise en œuvre à partir du mois de janvier 2019 et la modernisation des marchés de capitaux vise à créer une épargne pour la population et à faciliter le développement du secteur privé en procurant aux entreprises des financements sous forme de capitaux ou de produits de dette ;
- Poursuite de réformes structurelles visant à favoriser les investissements privés. Le cadre des faillites nécessite d'être réformé car sa mise en œuvre est jugée à la fois trop lente, trop coûteuse et trop partial, l'Etat étant avantagé au détriment des autres parties prenantes ;

- Réforme du secteur agricole. L'agriculture géorgienne est une agriculture de subsistance. Elle représente moins de 9% du PIB annuel mais emploie plus de la moitié de la population active. Une réforme de la propriété foncière est un préalable pour renforcer la productivité, accroître les productions et améliorer la qualité des biens produits afin d'augmenter la valeur des exportations ;
- Accompagnement du développement du secteur privé. Le pays est dépourvu de tradition industrielle forte. En particulier, il n'existe pas d'écosystème de PME permettant de capitaliser sur leur expertise propre et sur leurs gains de productivité afin de créer un véritable tissu industriel local.

Ces réformes nécessitent la mise en œuvre de moyens budgétaires appropriés. Grâce à un déficit et une dette publique modérée, la Géorgie bénéficie de marges de manœuvre significatives pour corriger les goulots d'étranglement identifiés. Au surplus, une réforme de la fiscalité en cours et des moyens de collecte permettra d'accroître les revenus de l'Etat et financer ces réformes.

ENJEUX REGIONAUX

Influence économique comparée de la Russie, la Turquie et la Chine dans le sud-Caucase et au Turkménistan

Les échanges commerciaux, dominés par la relation entre la Chine et le Turkménistan, sont globalement en régression depuis 2015

Le volume global d'échanges commerciaux de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et du Turkménistan avec la Russie, la Turquie et la Chine est en régression depuis 2015, ce qui s'explique principalement par la période de forte contraction de l'activité économique au Turkménistan. De 10,3% en 2014, le taux de croissance turkmène est tombé à 6,2% en 2018 selon les estimations de la Banque mondiale, et pourrait même atteindre 5,6% en 2019. La Chine domine le volume d'échange global avec les trois pays concernés, malgré une diminution de son poids économique depuis 2015. En 2017, la Chine représentait 45% des échanges

commerciaux des trois pays avec la zone, tandis que la Turquie et la Russie comptaient respectivement pour 32% et 23%.

Le Turkménistan a connu un recul des volumes d'échanges avec la Russie, la Turquie et la Chine, en lien avec la contraction de son économie sur les dernières années. De 12,9 Mds USD en 2015, les échanges commerciaux du Turkménistan avec les trois pays ont chuté à 7,3 Mds USD en 2017. Cette baisse est principalement imputable à la diminution significative des échanges entre la Chine et le Turkménistan, lesquels sont passés de 8,6 Mds USD à 5,3 Mds USD sur la même période. Parmi les trois pays, la Chine demeure le principal partenaire commercial du Turkménistan en 2017, avec 72,7% des échanges commerciaux, contre 19,6% pour la Turquie et 7,7% pour la Russie.

L'Azerbaïdjan observe une croissance de son volume d'échanges avec la Russie, la Turquie et la Chine, augmentant de 5 Mds USD à 5,7 Mds USD entre 2015 et 2017. Malgré un léger recul de ses échanges commerciaux avec la Turquie, passés de 2,6 Mds USD à 2,3 Mds USD, les échanges ont augmenté avec la Russie et la Chine. La Russie fait presque jeu égal avec la Turquie en termes de volume d'échanges, alors que la Chine enregistre une forte croissance de ses échanges avec l'Azerbaïdjan (+130% entre 2015 et 2017) mais reste en-dessous du seuil des 1 Md USD (935 M USD en 2017).

La Géorgie a également vu son volume d'échanges progresser avec la Russie, la Turquie et la Chine, passant de 3 Mds USD à 3,7 Mds USD sur la même période. La Russie et la Chine enregistrent les taux de croissance relative les plus importants en 2017 par rapport à 2015 (respectivement +52% et +31%), mais la Turquie demeure le principal partenaire commercial, avec une part de 43% des échanges des trois pays avec la Géorgie en 2017, devant la Russie (32%) et la Chine (25%).

Des relations économiques marquées par la domination des échanges énergétiques

Les relations économiques des pays du sud-Caucase et du Turkménistan avec la Turquie, la Russie et la Chine sont principalement dominées par les échanges énergétiques. Le Turkménistan, qui dispose des quatrièmes plus grandes réserves de gaz naturel dans le monde, a pour premier client la Chine, qui importe plus de 20 Mds de m³ par an *via* le gazoduc reliant l'Asie

centrale à la province du Xinjiang, construit en 2009. Après l'arrêt des achats de gaz par Gazprom en 2015 et à la suite d'une diminution constante des importations depuis 2009, la Russie importe de nouveau du gaz turkmène depuis avril 2019. A la vue du poids grandissant de la Chine au Turkménistan, laquelle bénéficiait d'une situation de quasi-monopole sur le gaz turkmène qui lui permettait de faire pression à la baisse sur les prix, la Russie a entrepris des négociations avec les autorités turkmènes depuis octobre 2018 qui ont donc abouti à la reprise des échanges énergétiques. Par ailleurs, les achats de pétrole et de gaz azerbaïdjanais par la Turquie comptent pour beaucoup dans les échanges de la zone, lesquels devraient croître à partir de 2018 en raison de la mise en service du gazoduc TANAP, alimenté par le champ gazier de Shah Deniz.

Aussi, la mise en œuvre du projet de pipeline transcaspien, qui relierait l'Asie centrale à l'Europe *via* la Turquie, permettrait d'augmenter les échanges et d'accélérer la rentabilité du gazoduc TAP, lequel devrait être finalisé d'ici 2021. L'Azerbaïdjan, la Géorgie et le Turkménistan sont naturellement favorables au transcaspien, mais la Russie freine le projet afin de favoriser son propre gaz et ses propres infrastructures, dans le cadre d'une lutte d'influence régionale classique. Le gazoduc TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde), dont la construction a débuté en 2015 mais dont la mise en service est suspendue au degré de sécurité des infrastructures, pourrait également offrir de nouveaux débouchés pour le gaz turkmène et remodeler profondément la carte de l'approvisionnement énergétique en Asie centrale. A terme, le gazoduc pourrait disposer d'une capacité de transit de 33 Mds de m³ par an, avec une livraison journalière de 40 M de m³ de gaz naturel à l'Inde et au Pakistan.

Les investissements de la Russie, de la Turquie et de la Chine dans la région

La Russie est particulièrement présente dans les trois pays dans le secteur énergétique et automobile. Lukoil possède 10% du gisement gazier de Shah Deniz et un réseau de 58 stations-services en Azerbaïdjan, et de 62 stations-services en Géorgie. Inter possède des centrales thermiques et hydroélectriques, ainsi que 75% du réseau d'électricité de Géorgie à Tbilissi, tandis que Rosneft a investi dans le terminal pétrolier de Poti en Géorgie. L'Azerbaïdjan produit des camions Kamaz à Gandja, assure la maintenance de véhicules Lada *via* la

société AvtoVAZ et dispose d'une unité d'assemblages de véhicules russes à Hacıqabul.

La Turquie est également influente dans le secteur énergétique ainsi que dans la construction. Des participations turques dans le champ gazier Shah Deniz (19%), le champ pétrolier ACG (7%), dans le gazoduc TANAP (30 %), l'oléoduc BTC et le gazoduc STC (19%) sont à noter. La Turquie a également investi dans des centrales hydroélectriques et éoliennes en Géorgie. De nombreuses entreprises turques sont présentes dans les trois pays dans la construction. Tekfen est implantée en Azerbaïdjan, dans le cadre d'une coentreprise avec SOCAR (Azfen), tandis que le groupe Çalık et la société Polimeks sont très présents au Turkménistan. Aussi, l'aéroport de Tbilissi est géré par TAV, et Turkish Airlines assure la majeure partie des vols moyen-courriers à destination des pays européens. La Turquie s'est implantée en Géorgie dans le secteur du textile et fait bénéficier Tbilissi de l'accord EUROMED.

Les investissements chinois dans les trois pays sont relativement diversifiés. Dans le secteur énergétique, la Chine développe des champs gaziers et renforce le gazoduc au Turkménistan et est présente dans deux centrales thermiques géorgiennes. China Triumph dispose d'une cimenterie en Azerbaïdjan, et des sociétés de matériaux de construction chinoise sont implantées en Géorgie. A Nakhitchevan en Azerbaïdjan, des véhicules Lifan sont produits. La Chine est aussi présente dans le secteur agro-alimentaire, le textile, la chimie et les télécommunications au Turkménistan.

Le sud-Caucase et le Turkménistan représentent une région de près de 20 millions d'habitants, placée sur l'itinéraire de la route de la soie et au carrefour des grandes puissances régionales que sont la Russie, l'Iran, la Turquie et la Chine. Les ressources gazières et pétrolières abondantes attirent l'attention des pays voisins qui se livrent à une lutte d'influence économique. La Chine, la Russie et la Turquie cherchent à conforter, voire renforcer, leur positionnement actuel dans la zone. La Chine a noué une relation commerciale et stratégique intense avec le Turkménistan et s'appuie sur la Géorgie pour s'offrir une ouverture commerciale sur l'Europe. La Russie se repose sur son prestige militaire, les liens organiques et son influence culturelle auprès des élites des pays considérés pour développer sa présence dans la région. Elle impose encore ses

standards à l'outil de production de ces pays et entre en concurrence frontale avec la Chine sur ce point. La Turquie, par sa proximité culturelle et linguistique avec l'Azerbaïdjan et le Turkménistan, et sa proximité géographique avec la Géorgie, occupe une place importante dans le commerce régional, que la Chine et la Russie cherchent à concurrencer.

STRATEGIES SECTORIELLES

Le développement du secteur spatial turc

Un secteur spatial caractérisé par une architecture institutionnelle dispersée et une industrie aux capacités modestes

En dépit d'objectifs ambitieux (dix satellites actifs en 2023, envoi d'un premier astronaute turc, construction d'un port spatial), le secteur spatial turc est limité, dans sa taille comme dans ses réalisations. Il s'articule assez classiquement autour de quatre champs : d'abord, la sphère universitaire (principalement METÜ, ITÜ et les cursus militaires) ; ensuite les instituts publics de recherche (une branche de Tübitak, UZAY, est dédiée aux activités spatiales) ; également, la sphère militaire (essentiellement la Présidence des industries de défense (SSB) et l'armée de l'Air, au sein de laquelle a été créé un commandement spatial en 2014) ; enfin, le secteur industriel. Outre ces quatre principales parties prenantes, on peut mentionner deux acteurs institutionnels que sont la direction générale des technologies aéronautiques et spatiales du Ministère des Transports et l'ancien Ministère du développement (dissous en 2018), ainsi que l'opérateur de satellites de télécommunication Türksat.

Le tissu industriel est très restreint, en dépit de la création de *clusters* spécialisés dans l'aérospatial au sens large. Il n'existe pas de société majeure uniquement positionnée sur le spatial, et les sociétés partiellement actives dans le secteur sont peu nombreuses. Il existe en revanche un tissu industriel turc dans des domaines tels que l'aéronautique, l'électronique et la sidérurgie, qui laisse envisager la possibilité d'un développement d'une chaîne de sous-traitance spatiale à plus long terme. De même, les entreprises du secteur de la défense et de l'aéronautique qui n'ont pour l'heure pas d'activités spatiales pourraient se positionner sur ce segment à terme. Les industries de ces trois secteurs présentent

en effet des porosités et sont d'ailleurs regroupées au sein d'une seule et même base industrielle et de technologie : les technologies spatiales étant par essence duales (et souvent issues du militaire), les entreprises faisant du spatial font souvent aussi de la défense. C'est le cas des principales entreprises du secteur spatial que sont TAI (dont sa filiale CTech), Aselsan, Roketsan, Havelsan et STM.

La taille modeste du secteur spatial turc se reflète dans les budgets et l'emploi associés. Seuls 500 emplois seraient liés au spatial en Turquie. Selon les derniers chiffres disponibles de l'OCDE (2013), le budget spatial turc serait le 23ème plus important budget du monde (59 M USD), sans commune mesure avec les principaux budgets (39 Mds USD pour les Etats-Unis, 6 Mds USD pour la Chine, 5 Mds pour la Russie) et au même niveau que la Finlande (65 M USD) et le Danemark (52 M USD).

La montée en gamme est d'ores et déjà engagée par l'industrie, tandis que la sphère institutionnelle semble entamer sa réorganisation

Le secteur spatial institutionnel est en cours de réforme en Turquie. En effet, si TÜBİTAK UZAY en constitue la figure centrale, le secteur n'est pas articulé autour d'une agence spatiale proprement dite. La volonté de structuration du secteur n'est pas récente en Turquie, et est régulièrement mise en avant dans des discours visant à exacerber la fierté nationale sans pour autant être traduite dans les faits. Créée en 2011, la direction générale des technologies aéronautiques et spatiales se voulait un embryon d'agence nationale. Il a toutefois fallu attendre le décret présidentiel du 13 décembre 2018 pour voir la création de l'agence spatiale turque. Cette dernière fait partie du ministère de l'Industrie et de la Technologie et a la charge d'établir un programme spatial national, de participer à l'essor d'une industrie indigène compétitive et d'organiser les relations internationales dans le domaine spatial.

Selon un mouvement observé dans d'autres domaines (transports, défense, énergie), l'objectif majeur du secteur spatial turc est désormais l'indigénisation de la production *via* la montée en gamme.

Sur le plan des satellites, celle-ci est en cours. Si les premiers satellites turcs, lancés à partir de 1994, étaient acquis auprès de constructeurs étrangers (essentiellement français, franco-italien et japonais), la Turquie a par la suite initié des activités de

développement de petits satellites aux capacités limitées (Bilsat lancé en 2009, Rasat lancé en 2011). Depuis, la Turquie a développé un savoir-faire sur les satellites de plus grande dimension : environ 20% des satellites d'observation Göktürk-2 (lancé en 2012) et Göktürk-1A (lancé en 2016) sont produits localement. Le satellite de télécommunication Türksat-6A, dont le lancement est prévu pour 2021, est présenté comme le premier satellite turc de grande taille (4,3 t) entièrement domestique : sa construction est en effet en cours auprès de TÜBİTAK, TAI et Aselsan, mais ce dernier sous-traite toutefois la charge utile en bande-X (vocation militaire) au canadien MDA.

Entre 1994 et 2009, le marché du lancement turc était monopolisé par le lanceur européen Ariane. Depuis 2009 toutefois, aucun satellite turc n'a été lancé par un lanceur européen (hormis Göktürk-1A par Vega en 2016) : des offres indienne, ukrainienne, russe, chinoise ou encore américaine (dont le Falcon de SpaceX, concurrent direct d'Ariane) ont été privilégiées. Les développements domestiques sont beaucoup plus récents et embryonnaires que sur le plan des satellites. La SSB et l'industriel Roketsan collaborent sur le projet de microlanceur MUFS (*Mikro Uydu Fırlatma Sistemi*), annoncé lors du salon de défense IDEF 2017. MUFS, conçu pour placer des petites charges (moins de 100 kg) sur des orbites peu élevées (moins de 400 km), se veut un précurseur au projet de lanceur de plus grande taille UFS/UFS (*Uydu Fırlatma Sistemi / Uydu Fırlatma Aracı*), capable de placer jusqu'à 1,5 t à 700 km d'altitude.

Compte tenu du haut niveau de technologie que requiert l'environnement spatial, la Turquie monte également en compétence sur diverses briques technologiques. En 2016, dans le cadre d'une coopération turco-japonaise, des équipements spatiaux ont ainsi été testés au sein du module d'expérimentation japonais de la Station spatiale internationale (ISS). Les essais se sont poursuivis *in situ*, dans l'espace, en 2017 et les équipements ont été ramenés sur Terre en 2018, permettant la qualification de matériaux pour de futures missions.

Enfin, l'industrie spatiale turque est en passe de disposer d'infrastructures modernes et adaptées à ses ambitions. Un centre d'intégration et d'essai des systèmes spatiaux (USET) a été inauguré en 2015 à proximité d'Ankara, avec pour objectif la réalisation domestique de satellites par la société TAI. Ce centre est une coentreprise entre Türksat et TAI : opérée par cette

dernière, la structure doit permettre l'assemblage et l'essai de satellites de taille moyenne (jusqu'à 4,5 t) ; Türksat-6A y est construit. Ce centre a été réalisé par la société Thales Alenia Space avec une contribution d'Airbus D&S pour un investissement estimé à 100 M USD. En outre, la première zone industrielle organisée spécialisée sur l'aérospatial est en cours de construction à Ankara. Baptisée HAB, elle doit représenter 15 000 emplois et générer un chiffre d'affaires de 2 Mds USD. Dédiée à la production de produits chimiques, électroniques et optiques destinés au secteur aérospatial, à la conception et la production de véhicules spatiaux, et au développement de technologies satellitaires, HAB peut permettre de créer l'environnement stimulant nécessaire à l'émergence d'un écosystème de sous-traitance de PME spatiales.

Une visibilité internationale très limitée qui justifie des opportunités de coopération institutionnelle et industrielle

La coopération internationale représente un levier potentiel pour atteindre une performance et une visibilité accrues. Sur le plan institutionnel, la Turquie coopère d'abord dans le cadre multilatéral, au sein du Bureau des affaires spatiales des Nations unies (UNOOSA), de l'Union internationale des télécommunications (UIT) ou d'organisations régionales. La Turquie met également en avant un certain nombre de liens bilatéraux, principalement européens : si des coopérations avec les agences russe, allemande, britannique et néerlandaise sont citées, aucun accord avec le CNES n'a été signé.

Sur le plan capacitaire, Tübitak UZAY a participé au programme *Disaster Monitoring Constellation* mené par le fabricant de satellites britannique SSTL, en construisant le satellite Bilsat-1 (lancé en 2003). Compte tenu du développement limité de la base industrielle turque, il est probable que le pays va chercher à court terme à initier des coopérations bilatérales avec des nations expérimentées, sur le modèle du MoU signé en 2016 entre le turc Havelsan et l'ukrainien Ukroboronprom pour le développement et la production conjoints de satellites et de systèmes de lancement (accord certes signé dans un contexte commun de tension avec la Russie). Cette diplomatie économique spatiale doit toutefois être observée avec prudence, un accord de ce type ayant été signé dès 2006 avec le Pakistan mais qui semble être resté lettre morte jusqu'ici.

Pour limitée qu'elle soit à l'heure actuelle, la base industrielle locale a le potentiel pour devenir, par le biais de coopérations, un acteur sur la scène spatiale internationale. A long terme, il est possible que la Turquie se positionne sur des marchés à l'export, en particulier dans des pays entretenant des relations étroites avec la Turquie (Pakistan, Azerbaïdjan, Turkménistan - les deux derniers étant des clients des industriels français). Ce positionnement international est envisageable aussi bien sur le plan industriel (composants pour des pays souhaitant à leur tour développer des compétences spatiales, ou satellites pour des pays souhaitant une offre plus abordable que les constructeurs traditionnels) que sur le plan des services. Sur ce dernier, l'opérateur national Türksat demeure certes loin des ambitions affichées par son directeur général en 2012 (top 10 mondial) et, surtout, fait face à la concurrence d'autres opérateurs émergents. Pour autant, Türksat incarne une concurrence possible pour les opérateurs établis sur des marchés à fort potentiel, à commencer par l'Afrique.

La Géorgie attire les bailleurs de fonds dans les énergies renouvelables et les services urbains

La Géorgie, a su attirer depuis son indépendance, de nombreux capitaux des IFIs en particulier, pour moderniser ses infrastructures. L'année 2018 a marqué le renouvellement des cadres de partenariat avec la plupart des bailleurs de fonds. Ces derniers ont choisi cette année encore de consolider leurs relations en renouvelant leur engagement en Géorgie. L'année 2019 s'inscrit dans la pérennité des engagements en volume avec une nouvelle orientation forte vers les secteurs traditionnels des énergies renouvelables mais aussi des services urbains.

Les bailleurs de fonds multilatéraux, principaux pourvoyeurs de capitaux en Géorgie, continuent à réserver leurs allocations financières aux projets d'infrastructures, d'énergies renouvelables, en particulier, et de connectivité régionale

La Géorgie, petit pays du Caucase, s'impose par sa production électrique dont 76% est d'origine hydraulique, une quasi autosuffisance qui couvre une forte augmentation de la demande en moyenne de 4,3% par an sur les dix dernières années. La Géorgie a

rejoint depuis 2017 la Communauté européenne de l'énergie et cherche par ailleurs à devenir un *hub* de transit des hydrocarbures. Les autorités affichent une forte volonté de poursuivre l'augmentation des capacités de production d'énergies y compris des renouvelables tout en tentant d'intégrer des éléments environnementaux et la sécurité des installations, de réduire les subventions qui commencent à peser sur le budget et enfin de maîtriser l'efficacité énergétique (programme KfW/AFD). Les profondes évolutions sont toujours en cours et la Géorgie ne semble finalement pas avoir ni stabilisé son mix énergétique ni l'organisation du marchés.

Ce modèle de croissance semble trouver sa limite dans la mesure où le déploiement de nouvelles installations hydrauliques vient d'être contesté par les habitants des régions concernées qui se sentent menacés par l'exposition environnementale directe, telles que la sécheresse, la pérennité d'alimentation en eau, dégradation de la biodiversité, etc.

L'énergie éolienne est encore très peu présente (deux projets BERD, un projet de TOTAL EREN) et le solaire est inexistant dans la stratégie de la Géorgie pour des raisons inconnues.

A noter par ailleurs que la distribution électrique de la capitale Tbilissi est assurée par l'entreprise privée sous contrat PPP, TELASI dont les performances sont décriées par les services municipaux.

Les services urbains font l'objet d'attentions particulières de la part des bailleurs de fonds étrangers et des ambassades, pour leurs aspects environnementaux, mais également de la part de sociétés géorgiennes qui y voient des perspectives de rémunérations fortes

Le gouvernement géorgien a ainsi lancé le plan « *Green Economy* » en 2018, qui se concentre sur la protection de l'environnement, l'amélioration de l'écologie et la protection des ressources naturelles. Deux priorités se dégagent :

- Neutraliser l'impact d'une gestion de l'environnement négligente, sur la qualité de l'air, en particulier : les effets sur la population ont pu être démontrés en 2018 suite à des analyses réalisées par les laboratoires britanniques (niveau élevé de pollution, niveau important de plomb dans le sang des enfants) ;

- Préserver les ressources naturelles existantes afin que la Géorgie soit perçue comme un pays se dotant d'une économie verte. C'est dans ce contexte que la Mairie de Tbilissi, l'agglomération qui regroupe un tiers de la population totale du pays, met en œuvre un plan de réduction de l'impact des transports sur l'environnement, notamment sur la qualité de l'air (contrôles techniques des véhicules, contrôle de la qualité de l'air) et de l'eau. La création d'un réseau automatisé de suivi et de contrôle de l'eau, de l'air et des sols avec plus de 600 points de prélèvement à l'échelle de la Géorgie. La partie transport et mobilité du plan municipal a été conçue avec la collaboration de la société française Systra.

La France est particulièrement intéressée par ces éléments avec l'AFD en premier lieu. L'AFD a en effet financé il y a quelques années une étude de pré faisabilité pour la construction d'un corridor de transport par câble à Tbilissi. Ce projet avait été mis de côté par les anciennes équipes municipales et gouvernementales qui en 2016/2017 n'étaient pas convaincues par l'intérêt de ce type de moyens de transport dans la capitale. La situation a progressivement évolué depuis l'arrivée des nouvelles équipes municipales qui avec la *Tbilisi Transport Company* étudient sérieusement 3 corridors de transport par câble dont celui de Samgori-Vazisunabi sur lequel a porté l'étude de pré faisabilité financée par l'AFD.

Par ailleurs, Tbilissi vient de rejoindre l'initiative *Mobilize Your City* qui est une plateforme permettant des échanges entre pairs (Etats et municipalités) sur les sujets de mobilité urbaine et qui peut également appuyer les municipalités partenaires sur le plan technique et financier dans la définition du plan de mobilité urbaine durable. Cette plateforme est soutenue par les gouvernements français et allemands. La GIZ souhaite se positionner auprès de TCH avec un programme d'assistance technique significatif à compter de début 2020.

Au-delà de la qualité de l'air, plusieurs pistes additionnelles d'amélioration apparaissent

Sur la gestion des déchets, une stratégie nationale pour la gestion des déchets (*National Waste Management Strategy 2016-2030*) a été adoptée en lien avec la

politique européenne de gestion de déchets. Jusqu'à très récemment, la Géorgie avait l'habitude de déposer dans les 53 décharges à ciel ouvert, la majorité des 900.000 tonnes de déchets générés par an. La BERD a mis en œuvre plusieurs projets de fermeture des décharges (appels d'offres en cours) et la création de 6 sites d'enfouissement régionaux. Un projet de la BERD s'attaque également aux déchets dangereux (Suez participe à l'appel d'offres). Le système de tri des déchets semble également faire défaut, et la trentaine de containers de recyclage dans la ville de Tbilissi, gérés par le Réseau Caucasiens des ONG Environnementales (CENN) et financés par USAid participent uniquement de la sensibilisation et de l'éducation de la population. A noter cependant une récente directive du ministère de l'Agriculture et de l'Environnement d'interdire les sacs plastiques dans le commerce et le ramasser les bouteilles plastiques. Le groupe Carrefour réfléchit à la mise en œuvre globale de cette directive.

Sur la gestion de l'eau, si l'eau potable est accessible par l'intégralité de la population de Tbilissi, les réseaux de distribution, dont les pertes sont estimées à 50%, pourraient présenter par ailleurs des risques pour la population de par leur vétusté. Une seule station d'épuration en service à Tbilissi avec un traitement uniquement mécanique. 75% des foyers ne disposent pas de compteur d'eau alors que les rejets d'eau provenant de commerces et d'industries, heureusement trop peu nombreuses en Géorgie, sont jetés directement dans les rivières. La législation de gestion des eaux géorgienne est relativement opaque et la loi sur l'eau, qui date de 1997, ne concerne que l'eau de surface et non les eaux souterraines ni les autorisations d'extraction de l'eau.

Tbilissi est par ailleurs très marqué par le développement de grands complexes d'immeubles (hôteliers, bureaux, etc.), empiétant sur les espaces verts. Le dernier inventaire d'espaces verts date de 1988 qui concluait à l'existence de 5,6 m² d'espace vert par habitant, contre un minimum de 10m² requis. Les plans de construction font état de très nombreux projets de construction, en particulier sur les collines avoisinantes. Plusieurs autorisations de construction sur les espaces verts ont été cependant empêchées par la mobilisation d'activistes écologiques. L'AFD est intéressée à travailler avec la Mairie de Tbilissi sur la question de la préservation d'un cadre environnemental et les espaces verts de la capitale,

sans que la Mairie ne se soit positionnée pour le moment.

Enfin, sur la mobilité urbaine, la croissance continue du parc automobile (triplé sur les cinq dernières années) et les nuisances associées forcent les autorités à réfléchir à une stratégie durable de la mobilité intégrant l'ensemble des modes de transport (taxis, minibus, métro, bus, vélos, stationnement, transport par câble).

Aujourd'hui, l'urgence est la sécurisation d'un cadre législatif de préservation de l'environnement (eau, air, déchets, transport, etc.) et la démonstration d'une véritable volonté politique.

Le secteur aéronautique en Turquie

Un secteur aéronautique en plein développement

La Turquie investit dans de grands projets dans le domaine aérien. Constituant un nœud aérien majeur, avec des vols en correspondance en forte croissance, la Turquie dispose d'un potentiel conséquent qui pourrait lui permettre de concurrencer les grands hubs mondiaux.

Selon les chiffres de l'association TIM pour l'année 2017, la compagnie aérienne Turkish Airlines se classait au premier rang des exportateurs en Turquie, et les sociétés Pegasus, SunExpress, TAV Airports et Atlas Global figuraient parmi les dix premiers exportateurs. Selon le rapport de 2018 sur les hubs mondiaux du Conseil des Aéroports d'Europe (ACI), la Turquie se classe dans la catégorie des pays développés disposant d'un des plus importants réseaux aériens, avec de nombreuses lignes nationales et internationales. Le rapport de l'ACI évaluait les performances des aéroports de divers pays. Selon ce rapport, la Turquie occupe la cinquième place en nombre de connexions en Europe après l'Espagne, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France.

D'après les prévisions du marché mondial d'Airbus pour 2018-2037, dans les vingt prochaines années, le trafic passagers en provenance et à destination de la Turquie fera plus que tripler.

Le secteur en chiffres

En ce qui concerne le transport de passagers et de fret par avion, le nombre d'aéronefs en Turquie a augmenté de plus de 200% au cours des quinze dernières années

et a dépassé les 500 appareils, tandis que le nombre de passagers et les capacités de fret n'ont cessé d'augmenter.

Le nombre d'appareils des compagnies aériennes en Turquie a augmenté de 215%, la capacité en sièges de 249%, la capacité de fret de 517% et le nombre de points de vol intérieurs et internationaux de 360%. Les données de trafics passagers et d'aéronefs du premier trimestre de 2018 indiquent que la Turquie est le deuxième pays contribuant le plus au trafic aérien européen.

Le nombre total de personnes employées dans l'industrie aéronautique en Turquie a triplé depuis 2003 pour atteindre 200 000 personnes, le nombre de pilotes est passé à 10 000 et le nombre de techniciens à 4000. Outre les pilotes et le personnel de maintenance, 1 597 contrôleurs de la circulation aérienne, 398 régulateurs de vol, 545 membres du personnel de la sécurité électronique du trafic aérien opèrent dans le secteur. En particulier, la demande pour ce personnel sous licence augmente chaque jour parallèlement à la croissance de cette industrie aéronautique.

Un total de 156 entreprises aéronautiques opèrent en Turquie, dont treize sont des compagnies aériennes. La compagnie Turkish Airlines enregistre un chiffre d'affaires de quarante milliards de livres turques en 2017. Il existe 55 aéroports dans le pays. Le chiffre d'affaires de l'industrie est estimé à 23,4 Mds USD. 29 instituts de formation de vol existent ; Airbus a déjà conclu des accords avec Turkish Airlines qui n'a qu'une capacité de formation de 100 pilotes, pour un besoin estimé à 300 pilotes.

L'inauguration du nouvel aéroport d'Istanbul

Le troisième aéroport d'Istanbul a été inauguré à Istanbul le 29 octobre 2018. Le projet, exécuté conformément au modèle *build-operate-transfer*, générera plus de 26 milliards d'euros de recettes pour le budget national sur 24 ans. Un consortium de cinq entreprises, Limak, Kolin, Kalyon, Cengiz et Mapa, a été chargé de la construction de l'aéroport pour un investissement d'une valeur de 10,5 milliards d'euros. La première phase, qui affiche une capacité de 90 millions de passagers par an, comprend un terminal central de 1,4 millions de m², deux pistes, une tour de contrôle et des bâtiments auxiliaires. 200 000 ouvriers ont œuvré à cette première phase terminée en 42 mois.

Les autres étapes de l'aéroport seront achevées en 2023. Une fois achevé, l'aéroport devrait être le plus grand au monde, avec une surface totale de 76,5 millions de m², six pistes indépendantes, une capacité de 500 avions et de 200 millions de passagers par an et un parking couvert/ouvert de 70 000 véhicules.

Les autres projets d'aéroports

Avec 55 aéroports opérationnels aujourd'hui, la Turquie envisage de construire des aéroports à Rize-Artvin, Yozgat, Bayburt-Gümüşhane (Salyazi), Karaman, Izmir Çeşme-Alaçati, Antalya Ouest, Çukurova et Tokat, dans le cadre des objectifs 2023 et afin que chaque personne sur le territoire puisse accéder à un aéroport dans un périmètre de 100 km.

La construction des aéroports de Çukurova et de Rize-Artvin a débuté. Les travaux d'infrastructures de l'aéroport de Yozgat ont été achevés. Le concessionnaire de l'aéroport de Bayburt-Gümüşhane (Salyazi) vient d'obtenir le transfert du terrain nécessaire, tandis que pour l'aéroport de Tokat les offres financières sont en cours d'analyse. L'appel d'offres de l'aéroport de Karaman a été lancé en 2018. L'aéroport d'Izmir Çeşme a vu son appel d'offres, sur un modèle BOT, lancé en avril 2018, alors que les études de faisabilité de l'Aéroport d'Antalya Ouest sont en cours.

A L'AGENDA

Juin

- Rencontres acheteurs (Business France), salon VIV Turkey (aviculture) - Istanbul, 13-15 juin ;
- Rencontre IFIs (Business France) - Istanbul/Ankara, 17-18 juin.

Juillet

- Mission MEDEF/ADEPTA en Azerbaïdjan - Bakou, 10-12 juillet.

ORGANIGRAMMES DU SER D'ANKARA & DES SE DE BAKOU ET DE TBILISSI

Monsieur Daniel GALLISSAIRES
Chef du SER d'Ankara - Turquie
Téléphone : +90.312.405.49.18
Courriel : daniel.gallissaires@dgtresor.gouv.fr

<p>Monsieur Thierry BOREL Adjoint au chef du SER d'Ankara - Conseiller financier Téléphone : +90.312.405.49.23 Courriel : thierry.borel@dgtresor.gouv.fr</p>	<p>Madame Laure BORDAZ Attachée économique Téléphone : +90.212.982.02.85 Courriel : laure.bordaz@dgtresor.gouv.fr</p>
<p>Monsieur Ahmet M. AYDOGDU Attaché financier Téléphone : +90.312.405.49.22 Courriel : ahmet.aydogdu@dgtresor.gouv.fr</p>	<p>Monsieur Flavien MIE Attaché économique Téléphone : +90.312.405.49.20 Courriel : flavien.mie@dgtresor.gouv.fr</p>

Madame Burcu DEMIRDAG
Attachée énergie & affaires industrielles
Téléphone : +90.212.982.02.99
Courriel : burcu.demirdag@dgtresor.gouv.fr

Monsieur François VIEL
Conseiller pour les affaires agricoles
Téléphone : +90.312.405.49.27
Courriel : francois.viel@dgtresor.gouv.fr

Monsieur Bozkurt OZSEREZLI
Attaché agricole
Téléphone : +90.312.405.49.25
Courriel : bozkurt.ozserezli@dgtresor.gouv.fr

Monsieur Maxime JEBALI
Conseiller en développement durable
Téléphone : +90.312.405.49.30
Courriel : maxime.jebali@dgtresor.gouv.fr

Monsieur Berat DURMUS
Attaché développement durable
Téléphone : +90.312.405.49.29
Courriel : berat.durmus@dgtresor.gouv.fr

SE de Bakou

<p>Monsieur Serge KREBS Chef du Service économique - Azerbaïdjan & Turkménistan Téléphone : +994.12.490.81.33 Courriel : serge.krebs@dgtresor.gouv.fr</p>	
<p>Monsieur Shahin HUSEYNLI Attaché agricole et développement durable Téléphone : +994.12.490.81.30 Courriel : shahin.huseynli@dgtresor.gouv.fr</p>	<p>Monsieur Alexandre JOAO Attaché économique Téléphone : +994.12.490.81.30 Courriel : alexandre.joao@dgtresor.gouv.fr</p>

SE de Tbilissi

Madame Ioulia SAUTHIER
Cheffe du Service économique - Géorgie
Téléphone : +995.322.721.402
Courriel : ioulia.sauthier@dgtresor.gouv.fr

A noter que le SER d'Ankara partage ses locaux avec le Service Nucléaire Régional (SNR) de l'Ambassade, composé de M. Philippe PIERRARD, conseiller nucléaire (philippe.pierrard@cea.fr) et Mme. Lélia ROUSSELET (lelia.rousselet@cea.fr), VIA attachée nucléaire, ainsi qu'avec la représentation de l'AFD à Ankara. Un attaché douanier (M. Julien AUTRET julien.autret@douane.finances.gouv.fr), basé à Sofia, est également en charge de la zone Turquie.

CADRE & DONNEES SUR LA TURQUIE



Données générales :

Superficie : 779 452 km²

Population : 80 810 525 (2017)

Régime politique : Régime présidentiel

Parti au pouvoir : AKP

Président de la République : M. Recep Tayyip Erdoğan

Vice-président de la République: M. Fuat Oktay

Président du Parlement : M. Binali Yildirim

Ministre du Trésor et des Finances : M. Berat Albayrak

Ministre du Commerce : Mme. Ruhsar Pekcan

Monnaie : livre turque (TRY)

Au 03/06/2019 :

1 USD = 5,8629 TRY

1 EUR = 6,5525 TRY

Taux d'inflation annuel : 15% (prévisions 2018)

Dette publique : 908,9 Mds TRY (2017 T3)

Importations : 234 Mds USD (2017)

Exportations : 157 Mds USD (2017)

CADRE & DONNEES SUR LA GEORGIE, L'AZERBAÏDJAN ET LE TURKMENISTAN

 <p>GÉORGIE</p>	<p>Superficie : 69 700 km² Population : 3 972 531 (2017) Régime politique : République unitaire Parti au pouvoir : Parti du Rêve Président de la République : Mme. Salomé Zourabichvili Premier ministre : M. Mamuka Bakhtadze Ministre des Finances : M. Ivane Machavariani Ministre de l'Economie : M. Giorgi Kobulia Monnaie : Lari (GEL) Au 03/06/2019 : 1 USD = 2,7829 GEL 1 EUR = 3,1107 GEL Taux d'inflation annuel : 2,6% (2018) Dettes publiques : 43,7% du PIB (2018) Solde commercial : -5,8 Mds USD (2018)</p>
 <p>AZERBAÏDJAN</p>	<p>Superficie : 86 600 km² Population : 9 898 085 (2017) Régime politique : République présidentielle Parti au pouvoir : Parti du Nouvel Azerbaïdjan Président de la République : M. Ilham Aliyev Premier ministre : M. Novruz Mammadov Ministre des Finances : M. Samir Sharifov Monnaie : Manat azerbaïdjanais (AZN) Au 03/06/2019 : 1 USD = 1,6965 AZN 1 EUR = 1,8966 AZN Taux d'inflation annuel : 3,5% (prévisions 2018) Dettes publiques : 48,4% du PIB (2018) Solde commercial : +6,7 Mds USD (2018)</p>
 <p>TURKMÉNISTAN</p>	<p>Superficie : 491 210 km² Population : 5 758 075 (2017) Régime politique : Présidentiel Parti au pouvoir : Parti démocratique du Turkménistan Président de la République : M. Gurbangouli Berdimoukhamedov Président du cabinet des Ministres : M. Gurbangouli Berdimoukhamedov Ministre des Finances et de l'Economie : M. Batyr Bazarov Monnaie : Manat Turkmène (TMT) Au 03/06/2019 : 1 USD = 3,5000 TMT 1 EUR = 3,9187 TMT Taux d'inflation annuel : 9,4% (2018) Dettes publiques : 30,9% du PIB (prévisions 2018) Solde commercial : +2,9 Mds USD (2017)</p>

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Ankara (adresser les demandes à ankara@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional

Adresse : B.P. n° 1
 Iran Caddesi, Karum Is Merkezi n°21, Asansör E, n°444, Kat.6, Kavaklidere
 Ankara 06680, TURQUIE

Directeur de la publication : Daniel Gallissaires.

Avec les contributions de : Antoine Aucuit, Thierry Borel, Berat Durmus, Daniel Gallissaires, Maxime Jebali, Flavien Mie, Ioulia Sauthier.

Version du 3 juin 2019.